

21 DECEMBRE 1972. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal n° 44, du 28 septembre 1939 relatif au régime fiscal des eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal n° 44 du 28 septembre 1939 (1) relatif au régime fiscal des eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses, confirmé par la loi du 16 juin 1947 (2) et modifié par celles des 29 juin 1966 (3) et 24 novembre 1972 (4), notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté ministériel du 13 novembre 1939 (5) relatif au régime fiscal des eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses, notamment l'article 2;

Vu la loi du 23 décembre 1946 (6) portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête :

TITRE I. — Spécification des produits imposables
BASE D'IMPOSITION

Article 1er. § 1er. Sous la dénomination de droit d'accise sur les boissons non alcoolisées, le droit d'accise établi par l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal n° 44 du 28 septembre 1939, modifié par la loi du 24 novembre 1972, est fixé à 2 F par litre pour les limonades et à 1 F par litre pour les autres boissons non alcoolisées.

§ 2. Pour l'application de ce droit, on entend :

1° par limonades :

a) les boissons gazeuses ou mousseuses consistant essentiellement en eau édulcorée ou aromatisée, en jus de fruits ou en un mélange d'eau et de jus de fruits;

b) les boissons qui ne sont ni gazeuses, ni mousseuses et qui consistent essentiellement :

soit en eau édulcorée ou aromatisée, à l'exception des préparations telles que le thé et le café;

soit en un mélange édulcoré ou non d'eau et de jus de fruits;

2° par autres boissons non alcoolisées, dénommées ci-après « eaux minérales » :

a) les eaux minérales naturelles ou artificielles, y compris les eaux qui, sans avoir la composition ou les propriétés spéciales des eaux minérales, sont vendues ou livrées comme telles;

b) les eaux gazéifiées ou stérilisées;

c) les eaux ordinaires vendues dans des emballages portant des indications qui évoquent l'une des eaux visées sous les lettres a et b.

§ 3. Le droit d'accise est applicable sans dérogation. Il est donc également dû sur :

1° les eaux minérales qui sont vendues ou livrées à la source même, au verre, en bouteilles ou autrement;

2° les boissons visées au § 2 qui sont préparées sur place au moyen d'appareils automatiques ou autres, sans avoir égard au fait que ces appareils soient fixes ou mobiles ou que les boissons soient livrées au verre, en bouteilles ou autrement.

Art. 2. Pour le calcul des droits d'accise, le litre est divisé en quarts de litre, chaque fraction de quart de litre dépassant 5 centilitres étant considéré comme quart de litre. En l'espèce chaque récipient est à considérer séparément.

(1) *Moniteur belge* du 4 octobre 1939.

(2) *Moniteur belge* du 14 août 1947.

(3) *Moniteur belge* du 6 août 1966.

(4) *Moniteur belge* du 16 décembre 1972.

(5) *Moniteur belge* du 15 novembre 1939.

(6) *Moniteur belge* du 9 janvier 1947.

21 DECEMBER 1972. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 44 van 28 september 1939 betreffende het fiscaal regime van mineraalwater en gashoudende of schuimende limonade

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 44 van 28 september 1939 (1) betreffende het fiscaal regime van mineraalwater en gashoudende of schuimende limonade, bekrachtigd door de wet van 16 juni 1947 (2), en gewijzigd bij die van 29 juni 1966 (3) en van 24 november 1972 (4), inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 november 1939 (5) betreffende het fiscaal regime van mineraalwater en gashoudende of schuimende limonade;

Gelet op de wet van 23 december 1946 (6) houdende instelling van een Raad van State, namelijk op artikel 2, alinea 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

TITEL I. — Omschrijving van de belastbare produkten
MAATSTAF VAN HEEFING

Artikel 1. § 1. Onder de benaming accijns van alcoholvrije dranken, wordt de accijns gevestigd bij artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr. 44 van 28 september 1939, gewijzigd bij de wet van 24 november 1972, vastgesteld op 2 frank per liter voor limonade en op 1 frank per liter voor andere alcoholvrije dranken.

§ 2. Voor de toepassing van de accijns worden verstaan onder :

1° limonade :

a) gashoudende of mousserende dranken die hoofdzakelijk bestaan uit gezoet of gearomatiseerd water, uit vruchtesap of uit een mengsel van water en vruchtesap;

b) niet-gashoudende of niet-mousserende dranken die hoofdzakelijk bestaan :

hetzij uit gezoet of gearomatiseerd water, met uitzondering van bereidingen zoals thee en koffie;

hetzij uit een al dan niet gezoet mengsel van water en vruchtesap;

2° andere alcoholvrije dranken, hierna genoemd « mineraalwater » :

a) natuurlijk of kunstmatig mineraalwater, daaronder begrepen het water dat, zonder daarom de samenstelling of de bijzondere eigenschappen van mineraalwater te hebben, toch als dusdanig wordt verkocht of geleverd;

b) gashoudend of gesteriliseerd water;

c) gewoon water verkocht in verpakkingen waarop aanduidingen voorkomen die doen denken aan het water bedoeld onder de letters a en b.

§ 3. Voor de betaling van de accijns gelden geen uitzonderingen. Hij is dus eveneens verschuldigd van :

1° mineraalwater dat aan de bron zelf per glas, op flessen of anderszins wordt verkocht of geleverd;

2° dranken bedoeld in § 2 die terstond worden bereid met automatische of andere toestellen, ongeacht of die toestellen vast opgesteld of verplaatsbaar zijn en ongeacht of die dranken per glas, op flessen of anderszins worden verkocht of geleverd.

Art. 2. Voor het berekenen van de accijns, wordt de liter verdeeld in kwartliters en worden delen van een kwartliter die 5 centiliter overtreffen als een kwartliter aangemerkt. Ten deze is elke verpakking afzonderlijk te beschouwen.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 1939.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1947.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1966.

(4) *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1972.

(5) *Belgisch Staatsblad* van 15 november 1939.

(6) *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1947.

TITRE II. — Fabrication indigène

CHAPITRE I. — Etablissement des fabriques

Section 1. — Déclaration de possession

Art. 3. Tout possesseur ou détenteur d'une fabrique de boissons non alcoolisées est tenu d'en faire la déclaration au bureau des accises du ressort.

La déclaration de possession doit être faite quinze jours au moins avant le commencement des travaux.

Art. 4. Cette déclaration énonce :

1° le lieu et la date de la déclaration;

2° les nom, prénoms, profession et domicile de l'exploitant et s'il s'agit d'une société, la dénomination sociale, le siège social, ainsi que la date de la publication des statuts de la société aux annexes du *Moniteur belge*;

3° la situation précise de la fabrique;

4° l'indication et la destination des locaux, ateliers, magasins, caves et autres dépendances de la fabrique;

5° le nombre et l'emplacement des issues de la fabrique;

6° le nombre, le numéro et l'espèce des appareils, machines et ustensiles utilisés.

Art. 5. Le fabricant joint à sa déclaration un plan de ses installations, dressé en double exemplaire et d'après une échelle réduite. Ce plan doit indiquer les divers locaux et dépendances, leurs issues et leur destination.

Art. 6. Les plans sont approuvés par le contrôleur en chef des accises du ressort.

Section 2

Entrée de la fabrique et disposition des locaux

Art. 7. Le fabricant est tenu de placer au-dessus de l'entrée principale de la fabrique un écriteau portant en caractères apparents les mots « Fabrique de Limonades », « Fabrique d'eaux minérales » ou toute autre suscription faisant apparaître la nature de la fabrique. Il est également obligé d'y installer une sonnette d'appel de façon à assurer aux agents l'accès de la fabrique.

Art. 8. Aucune communication ne peut exister entre une fabrique de boissons non alcoolisées et tout bâtiment qui n'en fait pas partie.

Art. 9. La fabrication et le dépôt de tous produits autres que les boissons non alcoolisées ou les matières premières nécessaires à l'entreprise sont interdits dans la fabrique.

Art. 10. Le directeur général des douanes et accises peut, aux conditions qu'il détermine, accorder des dérogations aux dispositions des articles 8 et 9.

Section 3. — Appareils, ustensiles, etc.

Art. 11. Les appareils, machines et ustensiles visés à l'article 4, 6°, sont installés à demeure à l'intérieur de la fabrique. Ils ne peuvent être déplacés sans déclaration préalable.

Cette disposition n'implique pas l'obligation de fixer les appareils au sol.

Section 4. — Changement aux locaux et à l'outillage

Art. 12. Toute modification aux locaux ou à l'outillage qui est de nature à modifier les données de la déclaration de possession doit, au préalable, être déclarée au bureau des accises du ressort. S'il y a lieu, la déclaration est accompagnée d'un plan rectifié, en double exemplaire.

CHAPITRE II. — Production

Section 1. — Déclaration de travail
Suspension et cessation des travaux

Art. 13. Au moins cinq jours avant de commencer les travaux de production, le fabricant doit remettre au bureau des accises du ressort une déclaration de travail contenant les indications requises par le modèle déposé audit bureau.

Le fabricant ne peut commencer les travaux avant d'avoir reçu l'ampliation de sa déclaration. Il est tenu de représenter cette ampliation à toute réquisition des agents.

Art. 14. La déclaration de travail sort ses effets jusqu'au moment où l'intéressé déclare cesser ses travaux. Elle doit éventuellement être renouvelée au moins cinq jours avant le jour fixé pour la reprise des travaux.

TITEL II. — Binnenlandse vervaardiging

HOOFDSTUK I. — Inrichting van de fabrieken

Afdeling 1. — Bezitsaangifte

Art. 3. Elke bezitter of houder van een fabriek van alcoholvrije dranken moet er aangifte van doen op het kantoor der accijnzen over het gebied.

De bezitsaangifte moet ten minste vijftien dagen vóór het begin der werkzaamheden geschieden.

Art. 4. Die aangifte vermeldt :

1° plaats en datum van de aangifte;

2° naam, voornamen, betoep en woonplaats van de exploitant en, indien het een vennootschap betreft, de firmanaam, de zetel van de vennootschap, alsook de datum waarop de statuten van de vennootschap in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt;

3° de juiste ligging van de fabriek;

4° de aanwijzing en de bestemming van de lokalen, werkplaatsen, magazijnen, kelders en andere aanhorigheden van de fabriek;

5° aantal en plaats van de ingangen van de fabriek;

6° aantal, nummer en soort van de gebruyde toestellen, machines en gereedschappen.

Art. 5. Bij zijn aangifte voegt de fabrikant een plan van zijn inrichting in tweevoud opgesteld op beperkte schaal. Op dat plan worden de lokalen en aanhorigheden, hun ingangen en hun bestemming aangegeven.

Art. 6. Het plan moet worden goedgekeurd door de hoofdcontroleur der accijnzen over het gebied.

Afdeling 2

Ingang van de fabriek en inrichting van de lokalen

Art. 7. De fabrikant moet boven de hoofdingang van de fabriek een bord aanbrengen met in duidelijke letters de vermelding « Limonadefabriek », « Fabriek van mineraalwater » of enig ander opschrift waaruit de aard van de fabriek blijkt. Hij moet er ook een bel plaatsen opdat de ambtenaren toegang kunnen hebben tot de fabriek.

Art. 8. Tussen een fabriek van alcoholvrije dranken en elk ander gebouw dat er geen deel van uitmaakt, mag geen verbinding bestaan.

Art. 9. In de fabriek mogen geen andere produkten dan alcoholvrije dranken of de nodige grondstoffen voor de exploitatie, worden vervaardigd of opgeslagen.

Art. 10. Onder de door hem te stellen voorwaarden kan de directeur-generaal der douane en accijnzen afwijkingen toestaan van het bepaalde in de artikelen 8 en 9.

Afdeling 3. — Toestellen, gereedschap, enz.

Art. 11. De toestellen, machines en gereedschappen bedoeld in artikel 4, 6°, moeten op een vaste plaats staan. Zij mogen niet verplaatst worden zonder voorafgaande aangifte.

Die bepaling brengt de verplichting niet mede het gereedschap aan de grond te bevestigen.

Afdeling 4. — Verandering aan lokalen of gereedschap

Art. 12. Elke verandering aan de lokalen of aan het gereedschap die raakt aan de gegevens van de bezitsaangifte moet vooraf worden aangegeven bij de ontvanger over het gebied. Zo nodig is de aangifte vergezeld van een verbeterd plan in tweevoud.

HOOFDSTUK II. — Fabricage

Afdeling 1. — Werkaangifte
Schorsen of staken van de werkzaamheden

Art. 13. Ten minste vijf dagen vóór het begin van de fabricagewerkzaamheden, bezorgt de fabrikant op het kantoor der accijnzen over het gebied een werkaangifte met de nodige gegevens volgens het model dat op genoemd kantoor berust.

De fabrikant mag de werkzaamheden niet beginnen vooraleer hij in het bezit is van de ampliatie van zijn aangifte. Die ampliatie moet hij vertonen op elke vordering van de ambtenaren.

Art. 14. De werkaangifte blijft geldig tot de belanghebbende de staking van de werkzaamheden aangeeft. In voorkomend geval moet zij hernieuwd worden ten minste vijf dagen vóór het hervatten van de werkzaamheden.

Art. 15. Les travaux de fabrication ne peuvent s'effectuer qu'entre 6 et 20 heures. Le contrôleur en chef des accises du ressort peut, sur demande dûment justifiée, accorder des dérogations à cette règle.

Art. 16. Le fabricant qui veut cesser sa profession ou suspendre ses travaux pendant plus de trente jours est tenu d'en faire la déclaration au bureau des accises du ressort, au plus tard dans les cinq jours suivant la cessation ou la suspension des opérations. Les travaux ne peuvent être repris qu'en vertu d'une nouvelle déclaration de travail.

Section 2. — Registre de magasin

Art. 17. Le fabricant doit tenir par espèce de produits (limonades et eaux minérales), un registre de magasin dans lequel doivent être inscrites, d'une part, les quantités de boissons produites et, d'autre part, les quantités enlevées de la fabrique pour la consommation, pour l'exportation ou pour l'expédition au grand-duché de Luxembourg.

Art. 18. Les quantités de boissons à inscrire dans le registre de magasin sont représentées par le nombre de récipients de chaque catégorie.

Art. 19. Les fabricants dont l'unité de production ne travaille pas de façon continue, sont tenus d'indiquer au préalable dans le registre de magasin la date et l'heure de chaque fabrication.

Art. 20. Le registre de magasin doit être coté par les soins du fabricant et paraphé sur chaque feuillet par le chef de section des accises; celui-ci vise en outre la première page où doit figurer le nombre de feuillets et appose le cachet de la section en regard de sa signature.

Les inscriptions dans le registre doivent être faites lisiblement et à l'encre, sans interruption ni lacune. En cas d'inscription erronée, le fabricant barre légèrement les indications à rectifier et inscrit immédiatement au-dessus celles qui doivent les remplacer; la rectification est approuvée au moyen d'un paraphe.

Les quantités inscrites au registre sont additionnées et reportées de page en page.

Art. 21. Le fabricant est responsable de la bonne conservation du registre de magasin, lequel doit être représenté à toute demande des agents de l'administration des douanes et accises et à l'instant même de la demande.

Art. 22. Les registres de magasin doivent être tenus à la disposition des agents de l'administration pendant un terme de trois ans à dater de la dernière inscription qui y a été faite.

Art. 23. Les quantités de limonades et d'eaux minérales produites doivent être inscrites dans le registre au fur et à mesure des opérations de fabrication.

Le contrôleur en chef des accises du ressort peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser les fabricants à n'inscrire les quantités produites qu'à la fin de chaque journée.

Art. 24. Chaque enlèvement de l'unité de production, en ce compris tout enlèvement à destination d'un dépôt, est à considérer comme enlèvement pour la consommation, à moins qu'il n'apparaisse d'une inscription au registre, dûment appuyée des pièces nécessaires, qu'il s'agit de boissons exportées ou expédiées au grand-duché de Luxembourg.

Art. 25. Doivent être inscrites immédiatement dans la partie du registre de magasin réservée aux mises en consommation :

- 1° les quantités de boissons consommées dans l'usine;
- 2° les quantités de boissons livrées directement à des clients ou à des dépositaires déterminés, avec en regard, l'indication des noms et adresse de ceux-ci.

Art. 26. Les quantités de limonades et d'eaux minérales qui sortent de la fabrique pour être livrées à domicile doivent d'abord faire l'objet d'une inscription à un document (fiche, bordereau bon ou autre pièce) dont un exemplaire est conservé dans la fabrique pour servir, à la fin de chaque tournée, à l'établissement des quantités réellement livrées au cours de la tournée. Ces quantités, qui peuvent être établies à la fin d'une journée ou d'une période ne dépassant pas la semaine, sont inscrites dans la partie du registre de magasin qui est réservée aux enlèvements pour la consommation.

Art. 27. Les exportations et les expéditions au grand-duché de Luxembourg sont à inscrire immédiatement dans des colonnes spéciales du registre de magasin, sous renvoi aux déclarations d'exportation 63 ou aux déclarations Benelux 40 qui s'y rapportent.

Art. 15. De fabricagewerkzaamheden mogen slechts plaatsvinden tussen 6 en 20 uur. De hoofdcontroleur der accijnzen over het gebied mag, op gegronde aanvraag, afwijkingen aan die regel toestaan.

Art. 16. De fabrikant die zinnens is zijn bedrijf te staken of de werkzaamheden langer dan dertig dagen te schorsen, moet er aangifte van doen op het kantoor der accijnzen over het gebied, uiterlijk vijf dagen na het staken of het schorsen van de werkzaamheden. Voor het hervatten der werken is een nieuwe werkaangifte vereist.

Afdeling 2. — Magazijnregister

Art. 17. De fabrikant moet per soort van produkten (limonade en mineraalwater), een magazijnregister houden waarin worden ingeschreven, enerzijds, de voortgebrachte hoeveelheden dranken en, anderzijds, de uit de fabriek uitgeslagen hoeveelheden voor het verbruik, voor de uitvoer of voor verzending naar het Groothertogdom Luxemburg.

Art. 18. De in het magazijnregister in te schrijven hoeveelheden dranken worden uitgedrukt in aantal verpakkingen per categorie.

Art. 19. De fabrikanten wier produktie-eenheid niet doorlopend werkt zijn gehouden, datum en uur van elke fabricage vooraf in te schrijven in het magazijnregister.

Art. 20. Het magazijnregister moet door de fabrikant worden genummerd en door de sectiechef der accijnzen op elk blad worden geparafeerd; die ambtenaar viseert tevens de eerste bladzijde waarop vermeld staat hoeveel bladen het register bevat en zet de stempel van de sectie naast zijn handtekening.

De inschrijvingen in het register moeten leesbaar en met inkt geschieden zonder onderbrekingen noch tussenuimte. In geval van vergissing haalt de fabrikant de te verbeteren gegevens lichtjes door, schrijft er de vervangende juist boven en parafeert tevens voor goedkeuring.

De in het register ingeschreven hoeveelheden worden samengeeld en de totalen worden op het volgende blad overgedragen.

Art. 21. De fabrikant moet het register in goede staat bewaren en het op elk verzoek van de ambtenaren der douane en accijnzen dadelijk vertonen.

Art. 22. De magazijnregisters moeten drie jaar lang, te rekenen van de laatste inschrijving, ter beschikking van de ambtenaren van de Administratie worden gehouden.

Art. 23. De vervaardigde hoeveelheden limonade en mineraalwater moeten in het magazijnregister worden ingeschreven naarmate ze worden voortgebracht.

Onder de door hem te stellen voorwaarden kan de hoofdcontroleur der accijnzen de fabrikanten toelaten de voortgebrachte hoeveelheden slechts in te schrijven op het einde van de dag.

Art. 24. Elke uitslag uit de produktie-eenheid, met inbegrip van de uitslagen ter bestemming van depots, moet worden aangemerkt als uitslag voor het verbruik, tenzij uit een door de nodige stukken gestaafe inschrijving in het register zou blijken dat het om een uitvoer gaat of om een verzending naar het Groothertogdom Luxemburg.

Art. 25. Moeten onmiddellijk in het voor inverbruikstelling voorbehouden gedeelte van het register worden ingeschreven :

- 1° de hoeveelheden dranken welke in de fabriek zelf worden verbruikt;
- 2° de hoeveelheden dranken die rechtstreeks aan vooraf gekende klanten of depothouders worden geleverd, met vermelding tegenover die inschrijvingen van naam en adres van die personen.

Art. 26. De hoeveelheden limonade en mineraalwater die de fabriek verlaten om aan huis te worden verkocht moeten eerst worden ingeschreven op een document (fiche, bordereau, bon of ander stuk) waarvan een exemplaar wordt bewaard in de fabriek om op het einde van iedere bestelronde, de rekening te kunnen opmaken van de werkelijk geleverde hoeveelheden tijdens de bestelronde. Die hoeveelheden welke op het einde van een dag of uiterlijk op het einde van een week worden bepaald, worden ingeschreven in het voor inverbruikstelling voorbehouden gedeelte van het magazijnregister.

Art. 27. De uitvoeren en de verzendingen naar het Groothertogdom Luxemburg worden met verwijzing naar de desbetreffende aangiften ten uitvoer 63 of aangiften Benelux 40, onmiddellijk ingeschreven in bijzondere kolommen van het magazijnregister.

Section 3

Déclaration hebdomadaire de mise en consommation

Art. 28. A l'expiration de chaque semaine, le fabricant doit établir, en deux exemplaires, une déclaration indiquant, par espèce de produits (limonades et eaux minérales) et par catégorie de récipients, les quantités enlevées pour la consommation dans le courant de ladite semaine, c'est-à-dire du lundi jusques et y compris le dimanche.

Art. 29. Un exemplaire de cette déclaration est envoyé au receveur des accises du ressort au plus tard le deuxième jour ouvrable de la semaine qui suit celle à laquelle la déclaration se rapporte. L'autre exemple est envoyé le même jour, aux fins de vérification, au chef de la section des accises chargée de la surveillance de la fabrique.

Art. 30. La déclaration de mise en consommation donne ouverture aux droits.

Sous réserve des dispositions relatives aux délais accordés pour le paiement des droits d'accise, ces droits sont exigibles au comptant.

Section 4. — Recensement

Art. 31. Au moins une fois par semestre, les agents des accises procèdent au recensement des limonades et des eaux minérales se trouvant dans la fabrique.

Art. 32. Après avoir vérifié les additions et les reports, les agents clôturent le registre de magasin et font la balance entre la production et les enlèvements, en tenant compte éventuellement des quantités se trouvant en cours de transport pour les ventes à domicile visées à l'article 26. Ils comparent les quantités à représenter avec celles réellement constatées.

La situation est reconnue comme régulière si le manquant ne dépasse pas, par espèce de produits (limonades ou eaux minérales) et par catégorie de récipients, 1 p.c. des quantités prises en charge depuis le dernier recensement, y compris le report à nouveau.

Art. 33. Le résultat du recensement est consigné dans le registre de magasin et les quantités reconnues sont inscrites comme premier poste dans la partie du registre réservée à l'inscription de la production.

Section 5. — Destruction sous surveillance

Décharge du registre de magasin ou restitution

Art. 34. Les boissons non alcoolisées devenues impropres à la consommation, qu'elles n'aient pas encore quitté la fabrique ou qu'elles y aient été renvoyées par les clients, peuvent être détruites en présence des agents des accises.

Art. 35. Il doit être prouvé à la satisfaction des agents :

- 1° que les boissons ont bien été produites dans la fabrique;
- 2° le cas échéant, qu'il s'agit d'un renvoi par les clients, de boissons qui ont été régulièrement déclarées à la perception du droit d'accise.

Art. 36. Les quantités détruites sont portées en déduction dans le registre de magasin correspondant :

- 1° des quantités de boissons fabriquées, lorsqu'il s'agit de produits n'ayant pas encore quitté la fabrique;
- 2° des quantités de boissons fabriquées et de celles enlevées de la fabrique, lorsqu'il s'agit de produits qui ont été soumis à l'accise et qui ont été renvoyés par les clients.

Art. 37. Lorsque la décharge de l'accise accordée dans les conditions visées à l'article 36, 2°, ne peut sortir ses effets en raison de la cessation d'activité du fabricant, le directeur régional des douanes et accises peut restituer les redevabilités en jeu.

CHAPITRE III. — Exportation

Art. 38. § 1er. Décharge du droit d'accise est accordée en cas d'exportation de boissons non alcoolisées par quantités d'au moins un hectolitre.

§ 2. Sont assimilés à une exportation, le dépôt de boissons non alcoolisées en entrepôt public ainsi que leur fourniture aux organismes et personnes bénéficiant du régime des immunités diplomatiques.

Afdeling 3

Wekelijkse aangiften tot inverbruikstelling

Art. 28. Bij het verstrijken van iedere week moet de fabrikant een aangifte in tweevoud opstellen die per soort van produkt (limonade en mineraalwater) en per categorie van verpakking, de hoeveelheden vermeldt welke tijdens die week, d.w.z. van maandag tot en met zondag, voor het verbruik werden uitgeslagen.

Art. 29. Uiterlijk de tweede werkdag van de week volgende op die waarop de aangifte betrekking heeft, moet een exemplaar van die aangifte worden toegezonden aan de ontvanger der accijnzen over het gebied. Het andere exemplaar wordt dezelfde dag ter verificatie toegezonden aan de sectiechef der accijnzen belast met het toezicht over de fabriek.

Art. 30. De aangifte tot inverbruikstelling brengt de verschuldigdheid van de accijns mee.

Behoudens indien toepassing wordt gemaakt van de bepalingen die het uitstel voor de betaling van de accijnzen regelen, is de accijns contant opvorderbaar.

Afdeling 4. — Opnemingen

Art. 31. Ten minste eenmaal per semester gaan de accijnsambtenaren over tot de opneming van de limonade en van het mineraalwater voorhanden in de fabriek.

Art. 32. Na de optellingen en de overdrachten te hebben nagezien, sluiten de accijnsambtenaren het magazijnregister af en maken de balans op van de voortgebrachte en de uitgeslagen hoeveelheden waarbij eventueel rekening dient te worden gehouden met de onderweg zijnde hoeveelheden voor de verkoop aan huis bedoeld in artikel 26. Zij vergelijken de te vertonen hoeveelheden met de werkelijk vastgestelde.

De toestand geldt als regelmatig wanneer het vastgestelde tekort, per soort van produkt (limonade of mineraalwater) en per categorie van verpakking, niet meer dan 1 pct. bedraagt van de sedert de laatste opneming in last genomen hoeveelheid, overdracht inbegrepen.

Art. 33. De uitslag van de opneming wordt vermeld in het magazijnregister, alwaar de bevonden hoeveelheden als eerste inschrijving moeten worden geboekt in het voor de vervaardiging voorbehouden gedeelte van het register.

Afdeling 5. — Vernietiging onder bewaking

Afschrijving van het magazijnregister of teruggaaf

Art. 34. Bedorven alcoholvrije dranken, zowel die welke de fabriek nog niet hebben verlaten als die welke door de klanten werden teruggezonden, mogen worden vernietigd in bijzijn van de accijnsambtenaren.

Art. 35. Ten genoegen van de ambtenaren moet het bewijs worden geleverd :

- 1° dat de dranken in de fabriek werden vervaardigd;
- 2° in voorkomend geval, dat het gaat om door de klanten teruggezonden dranken die regelmatig aan de betaling van de accijns werden onderworpen.

Art. 36. De vernietigde hoeveelheden worden in het desbetreffende magazijnregister afgeschreven :

- 1° van de vervaardigde hoeveelheden, zo het gaat om produkten die de fabriek nog niet hebben verlaten;
- 2° van de vervaardigde hoeveelheden en van de uitgeslagen hoeveelheden, zo het produkten betreft die aan de betaling van de accijns werden onderworpen en die door de klanten werden teruggezonden.

Art. 37. Wanneer ingevolge staking van bedrijf door de fabrikant, geen teruggaaf van accijns kan worden verleend op de wijze bedoeld in artikel 36, 2°, mag de gewestelijke directeur der douane en accijnzen de in het spel zijnde verschuldigheden terugbetalen.

HOOFDSTUK III. — Uitvoer

Art. 38. § 1. Accijnsontheffing wordt verleend als alcoholvrije dranken worden uitgevoerd bij hoeveelheden van ten minste één hectoliter.

§ 2. Opslag van alcoholvrije dranken in openbaar entrepot en levering ervan aan personen of organismen die diplomatieke vrijdom genieten, worden met uitvoer gelijkgesteld.

§ 3. Par dérogation aux dispositions du § 1er, aucun minimum n'est fixé pour les boissons non alcoolisées exportées enlevées d'un entrepôt public, ni pour celles fournies aux organismes et personnes visées au § 2 ou celles qui sont exportées comme provisions de bord pour trains, navires ou aéronefs.

Art. 39. L'exportation des boissons non alcoolisées avec décharge de l'accise peut s'effectuer par tous les bureaux ouverts au transit. Elle a lieu sous le couvert d'une déclaration d'exportation 63.

TITRE III

Limonades et eaux minérales débitées ou livrées sur place

Art. 40. § 1er. Doivent souscrire une déclaration de profession au bureau des accises du ressort :

1° les exploitants de sources d'eaux minérales qui débitent ou qui livrent celles-ci, directement à la source, au verre ou autrement;

2° ceux qui préparent, pour être débitées sur place, au moyen d'appareils automatiques ou autres, des limonades ou des eaux minérales;

3° les fabricants et distributeurs des appareils visés au 2°, ainsi que les exploitants qui disposent d'une réserve de ces appareils.

§ 2. La déclaration visée au § 1er, est à remettre pour chaque bâtiment, enclos où un ou plusieurs appareils sont exploités ou détenus; elle doit mentionner entre autres le nombre et l'emplacement de ces appareils.

Art. 41. § 1er. Les appareils distributeurs doivent être munis, aux frais des intéressés, d'un compteur, susceptible d'être scellé efficacement, qui enregistre directement en litres la quantité de boissons débitée.

§ 2. Lesdits appareils ne peuvent être mis en usage qu'après avoir été agréés par le contrôleur en chef des accises du ressort et scellés par les agents de l'administration des douanes et accises.

Art. 42. § 1er. Le contrôleur en chef des accises du ressort peut autoriser les exploitants qui en font la demande, à placer sur leurs appareils un compteur qui n'indique pas directement en litres la quantité de boissons débitée, mais dont les données (nombre de consommations soustrées, volume d'eau utilisé pour la préparation d'une boisson, etc.), permettent de déterminer cette quantité.

§ 2. L'autorisation — à tenir à la disposition du service des accises de l'endroit où chaque appareil est installé — fixe les conditions auxquelles l'emploi de tels compteurs est subordonné.

§ 3. Pour le surplus, les dispositions de l'article 41, § 2, sont applicables.

Art. 43. § 1er. Les droits d'accise dus par les exploitants visés à l'article 40, 1° et 2°, sont établis à la fin de chaque semestre, par le contrôleur en chef des accises du ressort, sur base :

a) des quantités présumées avoir été vendues ou livrées par les exploitants visés à l'article 40, 1°;

b) des indications des compteurs, dans le cas des exploitants visés à l'article 40, 2°.

§ 2. En vue de garantir le paiement du droit d'accise afférent aux boissons à débiter ou à produire au cours du semestre, les redevables visés à l'article 40, 1° et 2°, sont tenus de consigner une somme égale au montant du droit d'accise acquitté pour le semestre précédent ou, s'il s'agit de redevables nouvellement établis, du droit d'accise présumé exigible pour la période restant à s'écouler jusqu'à la fin du semestre. Cette consignation doit avoir lieu au plus tard le 15 du second mois du semestre et, s'il s'agit d'un nouveau redevable, préalablement à la délivrance de l'ampliation de la déclaration de profession.

§ 3. Les sommes consignées en vertu du § 2, sont portées en recette définitive après fixation du montant du droit d'accise. Le supplément éventuellement exigible doit être acquitté au plus tard le quinzième du second mois qui suit l'expiration du semestre.

Art. 44. Le droit d'accise afférent aux limonades préparées sur place en vue de la vente, peut être perçu dans le chef des fournisseurs des sirops destinés à cette préparation.

§ 3. In afwijking van het bepaalde in § 1, is geen minimum gesteld voor alcoholvrije dranken die worden uitgevoerd vanuit openbaar entrepot of die worden geleverd aan personen of organismen bedoeld bij § 2, of die worden uitgevoerd als provisie voor schepen, treinen en luchtvaartuigen.

Art. 39. Alcoholvrije dranken mogen met accijnsontheffing worden uitgevoerd over alle kantoren die open zijn voor de doorvoer. De uitvoer geschiedt op een aangifte ten uitvoer 63.

TITEL III

Limonade en mineraalwater ter plaatse verbruikt of geleverd

Art. 40. § 1. Moeten een beroepsaangifte ondertekenen op het kantoor der accijnzen over het gebied :

1° de exploitanten van minerale bronnen, die het water rechtstreeks aan de verbruikers schenken of leveren, per glas of anderszins;

2° zij die, met automatische of andere toestellen limonade en mineraalwater bereiden om ter plaatse te worden geschonken;

3° de fabrikanten en de verdelers van toestellen zoals bedoeld in 2°, evenals de exploitanten die dergelijke toestellen in voorraad hebben.

§ 2. De aangifte bedoeld in § 1, moet worden ingediend voor elk gebouw of voor elke besloten plaats waar een of meer van die toestellen worden geëxploiteerd of bewaard; zij moet onder meer het aantal en de juiste plaats van die toestellen vermelden.

Art. 41. § 1. Op de drankapparaten moet, op kosten van de betrokkenen, een teller worden aangebracht die op afdoende wijze kan worden verzegeld en die rechtstreeks de litermaat van de geschonken dranken aanwijst.

§ 2. Alvorens te worden gebruikt moeten die toestellen door de hoofdcontroleur der accijnzen over het gebied worden goedgekeurd en door de ambtenaren van de administratie der douane en accijnzen worden verzegeld.

Art. 42. § 1. De hoofdcontroleur der accijnzen over het gebied kan aan exploitanten die hierom verzoeken, machtiging verlenen om een teller op hun apparaten te plaatsen die niet rechtstreeks de verkochte hoeveelheid drank aanwijst, maar een gegeven (aantal aftappingsen, litermaat van het voor de bereiding van een drank gebruikte water, enz.) dat toelaat die hoeveelheid te bepalen.

§ 2. De machtiging, die moet worden voorgelegd aan de accijnsdienst over de plaats van opstelling van elk apparaat, bepaalt de voorwaarden waaraan het gebruik van dergelijke tellers gebonden is.

§ 3. Overigens zijn de bepalingen van artikel 41, § 2, toepasselijk.

Art. 43. § 1. De accijns verschuldigd door de exploitanten bedoeld in artikel 40, 1° en 2°, wordt op het einde van elk halfjaar door de hoofdcontroleur der accijnzen vastgesteld op voet van :

a) de vermoedelijk verkochte hoeveelheden door de bij artikel 40, 1°, bedoelde exploitanten;

b) de gegevens van de tellers, voor de exploitanten bedoeld bij artikel 40, 2°.

§ 2. Als waarborg voor het betalen van de accijns op de dranken welke gedurende het halfjaar verkocht of voortgebracht zullen worden, moeten de schatplichtigen bedoeld in artikel 40, 1° en 2°, een voorschot storten dat gelijk is aan hetgeen voor het voorgaande halfjaar betaald werd of, zo het gaat om nieuw gevestigde accijnschuldigen, gelijk is aan hetgeen geacht wordt verschuldigd te zijn voor de periode die overblijft tot op het einde van het halfjaar. Deze storting dient uiterlijk de vijftiende van de tweede maand van het halfjaar gedaan en, zo het gaat om een nieuwe accijnschuldige, vóór dat deze in het bezit wordt gesteld van de ampliatie van de beroepsaangifte.

§ 3. De overeenkomstig § 2, gestorte borgsommen komen in definitieve ontvangst nadat werd vastgesteld hoeveel accijns er verschuldigd is. De gebeurlijk verschuldigde bijslag moet uiterlijk de vijftiende van de tweede maand volgende op het desbetreffende halfjaar voldaan worden.

Art. 44. Op limonade, welke met het oog op de verkoop ter plaatse wordt bereid, mag de accijns geheven worden in hoofde van de leverancier van de voor die bereiding bestemde stroop.

Le directeur général des douanes et accises détermine dans chaque cas, la quotité à percevoir sur la base des quantités de sirops livrées. En outre, il fixe les conditions auxquelles le fournisseur des sirops et les débitants doivent se soumettre.

TITRE IV. — Importations

Art. 45. Les droits d'accise afférents aux boissons non alcoolisées importées pour la consommation doivent être acquittés au bureau d'importation.

Sous réserve des dispositions relatives au délai accordé pour le paiement des droits d'accise dus sur les marchandises importées, ces droits sont exigibles au comptant.

Art. 46. Les importateurs de boissons non alcoolisées doivent souscrire une déclaration de profession au bureau des accises du ressort.

Art. 47. Ils doivent tenir, par espèce de produits (limonades et eaux minérales), un registre dans lequel sont inscrites, d'une part, les quantités importées avec mention de la date, du numéro et du bureau de validation des déclarations en consommation et, d'autre part, les quantités livrées avec indication des nom et adresse des destinataires.

Les quantités de boissons à inscrire dans le registre sont représentées par le nombre de récipients de chaque catégorie.

Art. 48. Les dispositions des articles 20 à 22 sont applicables au registre visé à l'article 47.

Les inscriptions dans le registre doivent être faites au fur et à mesure des importations et des livraisons. Toutefois, le contrôleur des accises du ressort peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'intéressé à n'inscrire la quantité livrée qu'à la fin de chaque journée.

Les quantités importées et les quantités livrées sont totalisées et reportées de page en page.

Art. 49. Les importateurs peuvent, aux conditions à déterminer par le directeur général des douanes et accises, obtenir la restitution des droits d'accise afférents aux boissons non alcoolisées qui, après leur importation, sont devenues invendables et qui sont détruites en présence des agents des accises.

Art. 50. Ne tombent pas sous l'application du droit d'accise, les limonades et les eaux minérales qui sont déclarées à un bureau des douanes belge pour être réexpédiées au Grand-Duché de Luxembourg, soit directement, soit après avoir séjourné dans les magasins de l'importateur.

TITRE V. — Trafic avec le grand-duché de Luxembourg

Art. 51. Les expéditions de boissons non alcoolisées en provenance ou à destination du Grand-Duché de Luxembourg ne peuvent avoir lieu que par les voies autorisées pour les importations et les exportations par la frontière belgo-luxembourgeoise et en passant par un des offices de perception établis à cette frontière.

Art. 52. § 1er. Les boissons non alcoolisées provenant du Grand-Duché de Luxembourg et destinées à la consommation en Belgique sont passibles du droit d'accise.

§ 2. Ce droit est perçu au vu d'une déclaration écrite, établie sur papier libre, signée par l'importateur et contenant toutes les indications nécessaires à la perception du droit.

Art. 53. § 1er. Sont exonérées du droit d'accise, les boissons non alcoolisées fabriquées en Belgique qui sont expédiées à destination du Grand-Duché de Luxembourg par quantité d'au moins un hectolitre.

§ 2. Les expéditions s'effectuent sous le couvert d'une déclaration Benelux 40 avec vérification détaillée à l'office de perception.

TITRE VI. — Dispositions générales

CHAPITRE Ier.

Mesures spéciales de surveillance et de contrôle

Art. 54. En plus des conditions générales imposées par le présent arrêté, le contrôleur en chef des accises peut prescrire des mesures particulières pour éviter des fraudes et des abus, pour faciliter la surveillance des fabriques ainsi que le contrôle des quantités de boissons produites et enlevées des fabriques. Il peut

De directeur-generaal der douane en accijnzen bepaalt, voor elk geval, het bedrag dat op de hoeveelheden stroop dient te worden geheven. Voorts bepaalt hij de voorwaarden waaraan de leverancier van de stroop en de slijters zich moeten onderwerpen.

TITEL IV. — Invoer

Art. 45. De accijns op voor het verbruik bestemde alcoholvrije dranken moet op het invoerkantoor worden voldaan.

Behoudens indien toepassing wordt gemaakt van de bepalingen die het uitstel van de betaling van de accijnzen regelen, is die accijns contant opvorderbaar.

Art. 46. De importeurs van alcoholvrije dranken moeten een beroepsaangifte ondertekenen op het kantoor der accijnzen over het gebied.

Art. 47. Zij moeten per soort van produkt (limonade en mineraalwater) een register houden, waarin worden ingeschreven, enerzijds, de ingevoerde hoeveelheden met vermelding van datum, nummer en kantoor van geldigmaking van de aangiften ten verbruik en, anderzijds, de geleverde hoeveelheden met vermelding van naam en adres van de geadresseerden.

De in het register in te schrijven hoeveelheden drank worden uitgedrukt in aantal verpakkingen per categorie.

Art. 48. Het bepaalde in de artikelen 20 tot 22 vindt toepassing op het register bedoeld bij artikel 47.

De inschrijvingen in het register gebeuren naarmate van de invoer en van de leveringen. Onder door hem te bepalen voorwaarden kan de hoofdcontroleur der accijnzen over het gebied toelaten dat de belanghebbende de geleverde hoeveelheden slechts op het einde van elke dag inschrijft.

De ingevoerde hoeveelheden en de geleverde hoeveelheden worden samengeteld en op het volgende blad overgedragen.

Art. 49. Onder de door de directeur-generaal der douane en accijnzen te stellen voorwaarden, kunnen de importeurs teruggaaf bekomen van de accijns betaald op alcoholvrije dranken, die na de invoer onverkoopbaar zijn geworden en onder toezicht van de accijnsambtenaren worden vernietigd.

Art. 50. Limonade en mineraalwater, definitief ingeklaard op een Belgisch douanekantoor om naar het Groothertogdom Luxemburg te worden verzonden, hetzij rechtstreeks, hetzij na in de magazijnen van de importeur te hebben vertoefd, vallen niet onder toepassing van de accijns.

TITEL V. — Verkeer met het groothertogdom Luxemburg

Art. 51. Verzending van alcoholvrije dranken herkomstig uit of ter bestemming van het Groothertogdom Luxemburg mag slechts geschieden over de voor invoer en uitvoer over de Belgisch-Luxemburgse grens toegelaten wegen en over een van de aan die grens gevestigde inningsposten.

Art. 52. § 1. De uit het Groothertogdom Luxemburg herkomstige alcoholvrije dranken bestemd voor het verbruik in België, zijn onderworpen aan de accijns.

§ 2. Die accijns wordt geheven op zicht van een door de importeur ondertekende schriftelijke aangifte op ongezegeld papier, waarop alle voor die heffing vereiste gegevens moeten voorkomen.

Art. 53. § 1. Genieten vrijstelling van accijns, de in België vervaardigde alcoholvrije dranken die naar het Groothertogdom Luxemburg worden uitgevoerd bij hoeveelheden van ten minste één hectoliter.

§ 2. De uitvoer geschiedt op een aangifte Benelux 40 met grondige verificatie op de inningsposten.

TITEL VI. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I

Bijzondere maatregelen van toezicht en controle

Art. 54. Benevens de bij dit besluit opgelegde algemene voorwaarden, kan de hoofdcontroleur der accijnzen andere maatregelen voorschrijven om fraude en misbruiken te voorkomen, om het toezicht over de fabrieken en de controle op de hoeveelheden dranken die in de fabrieken worden voortgebracht en uitgeslagen, te

notamment prescrire l'installation de compteurs, ainsi que la tenue d'écritures spéciales. Il peut également prescrire l'apposition de scellés sur les unités de production qui ne sont plus utilisées ou qui ne sont pas utilisées de façon continue.

CHAPITRE II. — Devoirs des fabricants

Art. 55. Le fabricant est tenu de faciliter la surveillance de ses établissements.

Les voies et les moyens d'accès aux différents locaux et appareils ne peuvent être encombrés par aucun objet qui empêcherait le passage ou le rendrait difficile ou dangereux.

Les escaliers servant d'accès aux différents locaux doivent être d'un usage commode et être munis d'une rampe ou d'un garde-corps solide et en parfait état d'entretien.

Art. 56. Le fabricant doit fournir aux agents de l'administration des douanes et accises les moyens de procéder aux constatations qu'ils ont à effectuer et au besoin, mettre à leur disposition le personnel nécessaire.

Il doit, à la demande de ces agents, administrer la preuve, par la production de ses registres de fabrication, de sa comptabilité, de ses factures ou de toute écriture comptable, que les inscriptions effectuées au registre de magasin visé à l'article 17 sont exactes.

Art. 57. Le fabricant doit mettre à la disposition des agents des accises, deux chaises ainsi qu'une armoire ou cassette placées à un endroit convenablement éclairé de la fabrique.

Art. 58. Pendant la durée des travaux de fabrication, la fabrique doit toujours être accessible aux agents de l'administration et le fabricant doit y être présent ou représenté par une personne qui soit à même de donner les indications nécessaires.

Art. 59. Les agents des accises ont le droit de prendre connaissance des indications des compteurs éventuellement adaptés aux appareils.

Art. 60. Les fabricants, importateurs, distributeurs et exploitants d'appareils distributeurs de boissons sont tenus, à la requête de tout agent de l'administration des douanes et accises, de communiquer la liste des clients à qui ils ont livré un appareil ou des endroits où un appareil a été mis en exploitation.

Ils doivent à la demande des agents dont il s'agit administrer la preuve, par la production de leur comptabilité, de leurs factures ou de toute écriture comptable que les données de cette liste sont exactes.

TITRE VII. — Abrogations. — Mise en vigueur

Art. 61. Sont abrogés :

- 1° l'article 2 de l'arrêté ministériel du 13 novembre 1939;
- 2° l'instruction ministérielle du 20 avril 1933 relative au régime fiscal des eaux minérales et limonades gazeuses ou mousseuses et les dispositions qui la modifient ;
- 3° les décisions ministérielles des 29 janvier et 10 décembre 1968 et du 9 juillet 1970.

Art. 62. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1973.

Art. 63. Le directeur général des douanes et accises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1972.

vorgemakkelijken. Hij kan onder meer het aanbrengen van tellers, alsmede het houden van speciale geschriften voorschrijven. Hij kan ook de verzegeling voorschrijven van niet werkende of niet doorlopende werkende produktie eenheden.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de fabrikant

Art. 55. De fabrikant moet het toezicht over zijn inrichting vergemakkelijken.

De toegang tot de verschillende lokalen en toestellen mag niet belemmerd zijn door enig voorwerp dat de doorgang zou versperren, bemoeilijken of gevaarlijk maken.

De trappen naar de verschillende lokalen moeten gemakkelijk zijn en goed onderhouden, en een stevige leuning hebben.

Art. 56. De fabrikant moet de ambtenaren van de administratie der douane en accijnzen de middelen verschaffen om hun vaststellingen te doen en, zo nodig, het vereiste personeel te hunner beschikking stellen.

Hij moet op verzoek van de ambtenaren, zijn fabricageregisters, zijn boekhouding, zijn facturen of elk ander document voorleggen en daardoor het bewijs leveren dat de inschrijvingen in het bij artikel 17 bedoelde magazijnregister, juist zijn.

Art. 57. De fabrikant moet twee stoelen en, op een behoorlijk verlichte plaats van de fabriek, een kast of een kistje ter beschikking stellen van de ambtenaren der accijnzen.

Art. 58. Gedurende het ganse verloop van de fabricagewerksaamheden, moet de fabriek altijd toegankelijk zijn voor de ambtenaren van de administratie en de fabrikant moet er aanwezig zijn of vertegenwoordigd door iemand die in staat is de nodige aanwijzingen te geven.

Art. 59. De ambtenaren der accijnzen hebben het recht kennis te nemen van de aanduidingen van de eventueel op de fabricage-toestellen geplaatste tellers.

Art. 60. De fabrikanten, importeurs, verdelers en exploitanten van drankapparaten moeten op elk verzoek van een ambtenaar van de administratie der douane en accijnzen de lijst verstrekken van de klanten aan wie zij een apparaat hebben geleverd, dan wel van de plaatsen waar een apparaat in exploitatie werd gebracht.

Door voorlegging van hun boekhouding, facturen en andere geschriften, moeten zij op elk verzoek van vorenbedoelde ambtenaren, aantonen dat de gegevens van de lijst juist zijn.

TITEL VII. — Opheffingen. — Van kracht worden

Art. 61. Worden opgeheven :

- 1° artikel 2 van het ministerieel besluit van 13 november 1939;
- 2° de ministeriële instructie van 20 april 1933 betreffende het fiscaal regime van mineraalwater en gashoudende of schuimende limonade evenals de wijzigende bepalingen ervan;
- 3° de ministeriële beslissingen van 29 januari en 10 december 1968 en van 9 juli 1970.

Art. 62. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1973.

Art. 63. De directeur-generaal der douane en accijnzen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 1972.

A. VLERICK